

## **APPEL A CONTRIBUTIONS**

### **Revue Française de Gestion**

#### **Fraude et gestion**

Rédacteur invité :

Julien LE MAUX, HEC Montréal

Date de soumission : 15 juillet 2012

La fraude est devenue, ces dernières années, un phénomène d'envergure internationale. Elles ont pu être observées en Europe (Parmalat), au Canada (Hollinger, Norbourg), aux États-Unis (Cendant, Enron, Worldcom) ou en Asie (Satyam).

De même, les années passent et les fraudes au sein d'établissements bancaires et financiers perdurent : 2,7 milliards de dollars au sein d'UBS en 2011, 4,7 milliards d'euros à la Société Générale en 2008, 65 milliards de dollars par Maddof en 2008 et 860 millions de livres sterling à la Barings en 1995.

Ces fraudes ont très souvent entraîné d'importantes pertes financières pour les investisseurs, des révocations ou démissions de dirigeants et d'administrateurs, des pertes d'emplois pour les salariés, et parfois même les faillites des sociétés concernées.

D'un point de vue académique, la question de la fraude est relativement ancienne. Le fondateur de la recherche sur ce thème est Edwin H. Sutherland (1883-1950), criminologue de l'université d'Indiana. Sutherland est au monde de la criminalité à col blanc ce que Freud est à la psychanalyse. En effet, l'expression de crime à col blanc en 1939 a été inventée par Edwin H. Sutherland. Il utilisa cette expression pour définir les actes criminels des sociétés et des individus agissant dans leur cadre professionnel.

Le second travail d'envergure dans ce domaine a été réalisé par Donald R. Cressey (1919-1987) qui fut l'un des plus brillants étudiants de Sutherland à l'université d'Indiana durant les années 40. Réalisant une thèse de doctorat en criminologie, il a décidé de porter son attention sur les escrocs. Dans le cadre de son travail, il a obtenu les permissions nécessaires pour se rendre dans des prisons et y interviewer plus de 200 criminels incarcérés.

L'hypothèse de Cressey était la suivante : un individu devient un coupable d'abus de confiance lorsqu'il conçoit qu'il a un problème financier qui ne peut être partagé, qu'il a conscience que ce problème peut être résolu secrètement par la violation de la confiance

qui lui a été accordé et qu'il est capable de rationaliser son propre comportement. Cette hypothèse est devenue plus connue sous l'expression « triangle de la fraude ». Ces trois angles sont les suivants : une pression financière difficile à vivre et/ou à admettre, une occasion perçue par le fraudeur dans le système de contrôle et un processus psychologique permettant au fraudeur de rationaliser son acte comme étant justifié et non criminel.

Depuis ces travaux, la fraude en entreprise a été définie comme l'utilisation de son emploi afin de répondre à un objectif d'enrichissement personnel, en ayant recours au détournement d'actifs, à la corruption ou à la publication d'états financiers frauduleux<sup>1</sup>.

Toutefois, les fraudes ne se limitent pas aux seuls domaines comptables ou financiers. Tout d'abord, les fonctions commerciales les premières victimes de la fraude qui prend alors le nom de contrefaçon ou de publicités mensongères (Vander Net et Keep, 2002 ; Neese et al., 2005).

De même, les causes et conséquences sociales de la fraude se mesure dans le comportement des salariés et la politique de ressources humaines de toute société. Le comportement frauduleux est le résultat d'un dysfonctionnement dans le développement individuel de l'intéressé et de l'interaction entre celui-ci et son environnement. Selon Rezaee (2002), le fraudeur peut être psychotique, égocentrique ou idéologique. Le fraudeur psychotique a une habitude criminelle. L'égocentrique a un comportement agressif et désire accéder rapidement à un poste plus prestigieux. Enfin, le fraudeur idéologique pense que son comportement est supérieur aux autres.

La perspective sociale a également été développée par Farrell et Healy (2000) qui distinguent trois aspects du comportement frauduleux :

- L'aspect fonctionnaliste, selon laquelle le comportement déviant est le résultat des pressions sociétales imposées aux individus par les structures sociales ;
- L'aspect sociologique du conflit qui considère que le comportement déviant est le résultat d'un conflit culturel ;
- et enfin celle de la théorie de conflits de classes qui considère que le capitalisme est la cause principale du comportement déviant.

Enfin, les conséquences de la fraude ne se situent pas qu'au sein des entreprises. Un récent rapport<sup>2</sup> de la Cour des Comptes français indique que les fraudes à la sécurité sociale ou au dispositif d'indemnisation du chômage représentent plus d'un demi milliard en 2011. Parallèlement, la fraude fiscale<sup>3</sup>, difficilement estimable par définition, fait également l'objet de nombreuses interrogations auxquelles la littérature académique doit apporter des réponses.

Parallèlement aux causes et conséquences des fraudes, il est important que la recherche académique étudie les moyens de lutte contre la fraude. Dyck et al. (2010) ont étudié les

---

<sup>1</sup> *Report to the nations on occupational fraud and abuse*, ACFE, 2010

<sup>2</sup> Rapport de la Cour des Comptes, « *La lutte contre la fraude dans le dispositif d'indemnisation du chômage* », 2010 ; Rapport de la Cour des Comptes, « *La fraude aux prélèvements obligatoires et son contrôle* », 2007

<sup>3</sup> Rapport de la Cour des Comptes, « *La fraude aux prélèvements obligatoires et son contrôle* », 2007

modes de détection de fraude les plus efficaces dans une étude portant sur 216 fraudes aux États-Unis entre 1996 et 2004. Ils démontrent que les principaux acteurs de la détection de fraudes n'appartiennent pas aux mécanismes classiques de la gouvernance (investisseurs, autorités boursières ou auditeurs). Il s'agit en effet des employés, des journalistes, des autorités de régulations sectorielles et des investisseurs<sup>4</sup>.

Le présent **appel à communication** a pour objectif de **réunir différents types de contributions sur le thème de la fraude**. Des travaux issus des différents domaines des sciences de gestion (finance, comptabilité, ressources humaines, stratégie) peuvent être proposés. Des articles issus d'autres disciplines, telles que le droit, la sociologie ou la psychologie, présentent également un intérêt certain. Il s'agit en effet d'aborder les différentes facettes de la fraude afin d'en connaître de manière plus précise toutes ses caractéristiques.

Les propositions de contribution à ce dossier spécial sur la fraude pourront notamment des questions suivantes :

### **Problématiques relatives aux processus de fraude**

*Typologie des fraudes.* La principale association professionnelle en matière de lutte contre la fraude en entreprise (*Association of Certified Fraud Examiner*) définit la corruption, le détournement d'actifs et la fraude aux états financiers comme les trois principaux types de fraudes existants. Cette typologie est elle pertinente ?

Le *triangle de la fraude* est il encore un mode d'approche pertinent dans le cadre de l'étude de la fraude ?

Quelle est la place de la *cybercriminalité* dans les nouveaux types de fraude ?

Les travaux existants accordent une place majeure à la fraude au sein des entreprises. Toutefois, il est logique de penser que ces pratiques ne sont pas spécifiques aux sociétés. Quelles sont les fraudes et leurs caractéristiques dans le *secteur public* et dans les *organismes à but non lucratif* ?

### **Problématiques relatives aux fraudeurs**

Les *incitations et comportements* des fraudeurs.

Qui sont les principaux fraudeurs : dirigeants, directeur financier, ...

Quelles sont les caractéristiques personnelles des fraudeurs ?

Plus de 85 % des auteurs de fraude aux États-Unis n'avaient jamais été accusés de fraude auparavant (ACFE, 2008). Pourquoi un individu décide-t-il d'avoir recours à la fraude ?

Les *modes de sanction* de la fraude :

---

<sup>4</sup> Le rôle des investisseurs est hors du cadre comptable mais mérite toutefois d'être expliquée. Il s'agit des investisseurs spécialisés dans la vente à découvert, c'est-à-dire la vente de titres qu'ils ne possèdent pas. Ces vendeurs à découvert ont une forte incitation à identifier les mauvaises nouvelles pour vendre des titres qu'ils ne possèdent pas et qu'ils rachèteront une fois que le cours aura baissé.

Quels sont les coûts de la fraude pour le fraudeur en termes de peine de prison ou de sanctions financières ?

Ces condamnations sont-elles suffisamment dissuasives pour limiter la fraude ?

### **Problématiques relatives aux victimes de la fraude**

Qui sont les victimes de la fraude et à quel montant se chiffre les dommages ?

Les clients au travers de la violation des informations personnelles ou des pratiques de ventes trompeuses ;

Les actionnaires au travers de la présentation de comptes non fidèles ou du détournement d'actifs réduisant leur patrimoine ;

Les salariés victimes de discrimination, de harcèlement ou d'une insuffisance des pratiques liées à la sécurité au travail ou à la santé ;

Les fournisseurs victimes d'appels d'offres frauduleux ;

Les autres parties prenantes victimes du non-respect des lois environnementales, fiscales, sociales ou de la corruption politique.

### **Problématiques relatives aux moyens de lutte contre la fraude**

Quels sont les *acteurs déterminants* en matière des détections de fraude au sein des organisations et à l'extérieur de celles-ci ?

Le rôle des fonctions d'audit externe et d'audit interne dans la lutte contre la fraude ;

La part des analystes financiers et/ou de la presse financière en matière de lutte contre la fraude ;

La performance des institutions relatives à la gouvernance des sociétés (conseil d'administration, comité d'audit) en matière de lutte contre la fraude

La pratique du *whistleblowing*. La dénonciation de pratiques frauduleuses constatées par un témoin, dans le cadre de son activité professionnelle, est devenue un moyen de détection contre la fraude majeur depuis l'obligation de mettre en place de tels systèmes dans les sociétés cotées aux Etats-Unis depuis la promulgation de la Loi Sarbanes-Oxley.

Quelle est l'efficacité d'une telle pratique ?

Les salariés sont-ils suffisamment formés pour détecter une pratique frauduleuse ?

Quelle est les incitations et les conditions optimales pour la dénonciation d'une fraude ?

Quel est l'impact de la mise en place d'une telle pratique dans la cohésion sociale au sein de l'organisation ?

Le développement de la *formation en matière de fraude* pourrait-il permettre de mieux lutter contre la fraude en permettant à tout salarié de la détecter ?

Le **coût de la lutte contre la fraude** est un élément essentiel dans un rapport économique coût-bénéfice.

Les articles doivent être envoyés avant le 15 juillet 2012 à l'adresse suivante : julien.lemaux@hec.ca en mentionnant le titre du dossier « RFG – Fraude et gestion ».

Les articles doivent respecter les consignes de la revue disponibles sur le serveur : <http://rfg.revuesonline.com>. Ils ne devront pas excéder 25 pages (bibliographie comprise) et peuvent être soumis au format .doc ou .pdf

Ils feront l'objet d'une évaluation en « double aveugle ».

### **Bibliographie indicative**

Dyck A., Morse A. et Zingales L. (2010), « Who blows the whistle on corporate fraud ? », *Journal of Finance*, vol. 65 n°6, p. 2213-2253

Farrell BR. et Healy P. (2000), « White Collar Crime: A Profile of the Perpetrator and an Evaluation of the Responsibilities for its Prevention and Detection », *Journal of Forensic Accounting*, vol. 1, p. 17-34

Fee C. et Hadlock C. (2004), « Management turnover across the corporate hierarchy », *Journal of Accounting and Economics*, vol. 37 n°1, p. 3-38

Jensen M. (2005), « Agency costs of overvalued equity », *Financial Management*, vol. 34 n°1, p. 5-19

Neese W., Ferrell L. et Ferrell O.C. (2005), « An analysis of federal mail and wire fraud cases relating to marketing », *Journal of Business Research*, vol. 58, p. 910-918

Rezaee Z. (2002), *Financial Statement Fraud*, éditions John Wiley & Sons

Zhang I.X. (2007), « Economic Consequences of the Sarbanes-Oxley Act of 2002 », *Accounting and Economics*, vol. 44 n°1-2, p. 74-115

Vander Nat P. et Keep W. (2002), « Marketing fraud: An approach for differentiating multilevel marketing from pyramid schemes », *Journal of Public Policy and Marketing*, vol. 21 n°1, p. 139-151